

## Emploi en région du Centre : une embellie avant une année 2012 difficile

**Dans un contexte de perspectives économiques incertaines, le Forem de La Louvière publie un état des lieux de la situation socioéconomique de la région du Centre et lance un plan d'actions au départ des constats de cette étude. Objectif ? Anticiper les effets d'une année 2012 périlleuse.**

Si 2011 peut être qualifiée d'année positive pour le marché de l'emploi, principalement grâce aux effets de la reprise amorcée en 2010, les perspectives économiques tendent à se dégrader pour 2012. Dans ce contexte, la publication par le Forem de l'*Etat des lieux socioéconomique de la région de La Louvière* est un outil pour mieux appréhender les réalités du marché de l'emploi local et soutenir des actions plus ciblées et efficaces.

### Principales caractéristiques et évolutions du marché de l'emploi local

---

#### ▪ UN TAUX D'EMPLOI EN CROISSANCE

Certes le taux d'emploi de la région de La Louvière (54,7 %) reste inférieur au taux d'emploi wallon (56,6 %). Néanmoins, entre 2003 et 2009, la croissance du taux d'emploi de la Direction régionale de La Louvière a été de 1,9 point de pourcent, soit **la hausse la plus marquée sur tout le territoire wallon**. La Wallonie a de son côté enregistré une croissance de 0,8 point de pourcent de son taux d'emploi sur cette même période. Il en résulte que l'écart entre le taux d'emploi de la région du Centre et celui de la Wallonie s'amenuise : il est passé de 3,1 points de pourcent en 2003 à 2 points de pourcent en 2009.

#### ▪ MALGRÉ LA CRISE, L'EMPLOI RESTE ORIENTÉ A LA HAUSSE

**Entre 2003 et 2009, le nombre de postes de travail salarié a augmenté de près de 10 % dans la région du Centre** contre + 8,5 % au niveau wallon. Cette croissance se vérifie également au niveau du nombre d'établissements (+ 13,4 % contre + 12 % en Wallonie) et des indépendants (+ 14 % contre 11,5 % en Wallonie, hors aidants). Contrairement à la plupart des autres territoires wallons, l'emploi a augmenté entre 2008 et 2009, soit au cœur de la crise, au sein de la Direction régionale de La Louvière (+ 0,4 % contre - 0,1 % en Wallonie). Ce constat s'explique par une balance positive entre les emplois créés dans le secteur public (1 150) et les pertes d'emploi enregistrées par le privé (- 880) en 2009.

#### ▪ ZONE DORTOIR ET ZONE D'ACTIVITÉS

Plus de la moitié des salariés du secteur privé résidant dans la région de La Louvière travaillent quotidiennement dans une autre région dont près d'un sur cinq à Bruxelles, un sur huit dans la région de Charleroi, un sur dix en Brabant wallon et même plus d'un sur vingt en Flandre. Derrière la région hutoise, **la région du Centre apparaît ainsi comme la deuxième région qui héberge proportionnellement le plus de travailleurs occupés dans d'autres territoires.**

Dans l'autre sens, **la région de La Louvière s'avère également très « attractive » pour les résidents extérieurs** : 36 % des postes de travail salariés du territoire sont occupés par des travailleurs résidant en dehors de la région du Centre (principalement Charleroi et Mons). Seules les régions de Mouscron et de Nivelles ont une proportion plus élevée (plus de 50 %).

Outre la mobilité entre les différentes régions du pays, l'avenant à la convention fiscale franco-belge ouvre des perspectives intéressantes pour les résidents belges prêts à traverser la frontière pour aller travailler. En effet, les évolutions des réglementations fiscales françaises **rendent davantage attractif le travail en France** et ce contrairement à ce que la plupart des gens ont l'habitude de penser.

## ▪ LA DEMANDE D'EMPLOI EN REcul A UN AN D'ECART

Fin juin 2011, la direction régionale de La Louvière compte 19 941 demandeurs d'emploi demandeurs d'allocations et jeunes en stage d'attente, soit 16,7 % de la population active (13,2 % en Wallonie). **A un an d'écart, la demande d'emploi a diminué de 3,5 %.** Malgré ce recul et contrairement à la Wallonie, la demande d'emploi de la région de La Louvière reste à un niveau plus élevé qu'en juin 2008, soit avant la crise (+ 4,3 %).

Outre les fluctuations liées à la conjoncture, la demande d'emploi de la région du centre reste caractérisée par une **inoccupation de longue durée** (quatre demandeurs d'emploi sur dix sont inoccupés depuis plus de deux ans) et une **faible qualification** (près de six demandeurs d'emploi sur dix n'ont pas dépassé le niveau de l'enseignement secondaire du deuxième degré). Si le chômage des jeunes reste interpellant, la région de La Louvière, comme la Wallonie, comprend un **nombre croissant de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans.**

## Des secteurs porteurs

---

Dans la deuxième partie de l'*Etat des lieux socio-économique de la région de La Louvière*, trois secteurs font l'objet d'une analyse plus approfondie :

Le transport et la logistique représente un secteur clé pour l'avenir de la région du Centre, symbole de reconversion post-industrielle. Les récents investissements (plateforme trimodale à Garocentre), la position centrale de la région au sein de l'Europe de l'Ouest, la disponibilité de terrains et la présence d'un Centre de compétence dédié au secteur constituent autant d'atouts en vue d'attirer des investisseurs dans ce domaine.

Secteur de tradition de la région du Centre, la construction a toutefois vu diminuer son nombre de postes d'emploi entre 2007 et 2009, suite à la crise économique. Plusieurs métiers de ce secteur (couvreur, électricien, installateur d'équipement sanitaire, plaquiste, dessinateur de la construction, chef de chantier, conducteur de travaux et chargé d'études techniques construction) présentent des difficultés de recrutement. Avec la nécessité d'améliorer les performances énergétiques des bâtiments, le potentiel de croissance de ce secteur est élevé.

Au vu de l'allongement de l'espérance de vie et du vieillissement de la population, le secteur de la santé et de l'action sociale constitue un véritable gisement d'emploi pour les années à venir. Dans la région du Centre, ce secteur est le 1<sup>er</sup> employeur et connaît une forte croissance de ses postes salariés avec plus de 13.000 emplois (+ 9 % entre 2007 et 2009).

## Les demandeurs d'emploi et la mobilité domicile-travail

---

La mobilité apparaît de plus en plus comme un facteur clé (parmi d'autres) sur le chemin de l'insertion des personnes sans emploi. Sur base de deux enquêtes (l'une fédérale et l'autre locale) et de données administratives, on peut tirer quelques conclusions :

Le **niveau d'études** des personnes apparaît comme un critère déterminant. Les faiblement qualifiés se déclarent moins mobiles. C'est également le cas **des jeunes** de moins de 25 ans et, dans une moindre mesure, des **femmes**. Au niveau des métiers, on observe un écart entre les exigences des employeurs et la réalité de la réserve de main d'œuvre au niveau du permis de conduire pour les aides ménagers, les métiers de l'Horeca, de la distribution et des services aux entreprises et aux collectivités.

## Un plan d'actions global pour 2012

---

A partir de ces constats, le Forem a décidé d'axer sa stratégie sur les aspects suivants :

- **Poursuivre la mise en place de l'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi** : chaque situation est unique et demande analyse particulière ainsi qu'une réponse adaptée. C'est dans cette optique que le Forem a mis en place l'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi. Concrètement, la personne sans emploi est désormais accompagnée par un même conseiller référent tout au long de sa recherche d'emploi. Le conseiller référent définit avec elle les actions adaptées à son projet et à la demande du marché dans le but d'améliorer son employabilité (formation, orientation, amélioration des outils de recherche d'emploi,...). En 2012, le Forem va intensifier la prise en charge personnalisée des demandeurs d'emploi.
- **Développer l'acquisition et la certification des compétences des demandeurs d'emploi** : l'état des lieux socioéconomique de la région le démontre, beaucoup de demandeurs d'emploi n'ont ni diplôme ni qualifications précises. La formation qualifiante peut leur permettre de s'insérer durablement sur le marché de l'emploi. Pour que les compétences acquises en formation puissent être valorisées auprès des employeurs, le Forem a mis en place un dispositif de certification répondant aux exigences européennes en la matière. Il s'agit de la Reconnaissance des Compétences Acquisées en Formation (ReCAF). Grâce à ce dispositif, les stagiaires qui

suivent une formation qualifiante peuvent obtenir un véritable certificat qui atteste des compétences qu'ils maîtrisent auprès des recruteurs. Les compétences sont testées en cours et/ou en fin de formation via des épreuves de mise en situation professionnelle.

- **Organiser des actions de rencontre directe entre demandeurs d'emploi et recruteurs :** le Forem entend multiplier en 2012 les actions concrètes de mise en relation des demandeurs d'emploi avec les employeurs. L'objectif est de permettre aux entreprises de rencontrer directement des candidats qui correspondent aux profils qu'ils recherchent en un même endroit et en un temps restreint. 5 jobdating seront ainsi organisés durant cette année. Une action particulière aura également lieu en appui du recrutement de CEVA Logistics (Johnson & Johnson). Enfin, un salon de l'emploi aura lieu à La Louvière dans le cadre de la Semaine nationale de l'emploi 2012.
- **Gérer de manière active la réserve de main-d'œuvre de métiers en demande :** on constate que certains métiers (ex : aides-ménagers, chauffeurs poids lourd, chauffeurs bus-cars) connaissent des difficultés de recrutement. Paradoxalement, de nombreux demandeurs d'emploi déclarent vouloir exercer ces métiers mais ne décrochent pas les postes vacants pour différentes raisons : compétences insuffisantes, image du métier erronée, problème de santé, problème de savoir-être,... Il existe ainsi une inadéquation entre le souhait professionnel de certaines personnes et la réalité du marché. Le Forem travaillera donc prioritairement sur ces métiers afin de répondre aux problématiques individuelles : réorientation des personnes qui ne souhaitent plus postuler sur ces métiers, screenings (tests) et formations des personnes en déficit de compétences, transmission systématique d'offres pour les personnes prêtes à l'emploi.
- **Elargir l'accompagnement de demandeurs d'emploi aux plus de 50 ans :** le Forem de La Louvière a identifié des secteurs pour lesquels il existe à la fois des formations et des possibilités d'insertion pour ce public. C'est le cas par exemple du transport de personnes ou encore des métiers de l'aide à domicile/personnes âgées. Dans ces secteurs, les + de 50ans sont appréciés car ils sont perçus comme responsables.
- **Sensibiliser à la mobilité professionnelle:** l'analyse le démontre, la mobilité professionnelle des citoyens de la région du Centre est réelle et nécessaire. Le Forem va intensifier les actions de sensibilisation des demandeurs d'emploi à la mobilité interrégionale (principalement vers Bruxelles et le Brabant flamand) mais aussi transfrontalière. En effet, grâce à la nouvelle réglementation relative au statut frontalier, le travail en France redevient financièrement attractif pour les citoyens belges. Un Hennuyer qui décroche un travail dans le secteur privé en France paie désormais ses impôts en France. Là où la recherche d'emploi s'arrêtait traditionnellement à la frontière, le périmètre de recherche peut donc s'étendre de l'autre côté de la frontière française. Le Forem est par ailleurs un acteur majeur du projet « Cœur du Hainaut » pour les questions liées à l'emploi et pilotera avec Pôle Emploi (service public de l'emploi français) des actions de collaborations transfrontalières en matière d'emploi et de formation.
- **Intégrer les aspects liés au développement durable dans les formations :** le monde professionnel est en pleine (r)évolution verte. Le développement durable apporte à bon nombre de métiers de nouvelles réglementations, des techniques innovantes et des matériaux plus propres. Si quelques professions nouvelles ont fait leur apparition, la plupart des métiers évoluent et s'adaptent aux changements liés au développement durable. Face à ces nouveautés, le Forem anticipe et aménage ses formations. Les formations du Forem, tous secteurs confondus, intègrent maintenant les préoccupations environnementales dans l'apprentissage des stagiaires. Citons par exemple l'intégration de notions d'écoconstruction dans les formations en construction et d'écoconduite pour les formations en transport ; le développement d'une formation d'écologisticien mais aussi l'apprentissage pour les futurs mécaniciens des techniques de diagnostic et de maintenance des véhicules hybrides.

## Contact presse

---

Julien Doyen  
Le Forem - Département Marketing & Communication  
36 rue de la Cloisière, 7100 La Louvière  
Tel : 064/235 243 – GSM : 0497/99 62 23 – Mail : [julien.doyen@forem.be](mailto:julien.doyen@forem.be)  
PDF de la publication téléchargeable sur le site [www.leforem.be](http://www.leforem.be)